

[illegible]

Objet : modification n°3 du PLU de chassenon – décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L151-1 à L153-60, R151-1 à R153-22,

Vu le PLU approuvé le 10/02/2007, modifié par modification simplifiée n° 1 du 21/10/2012, révisé le 09/03/2013, modifié par modification simplifiée n° 2 du 06/03/2017 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire Del2022_108 du 28 juin 2022 prescrivant la modification simplifiée n°3 du PLU de Chassenon, répondant à l'objectif de modifier le règlement graphique de N en Na afin d'autoriser les constructions et installations nécessaires à l'exploitations agricoles pour le développement de deux exploitations du territoire,

Vu la saisine de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale de Nouvelle Aquitaine pour avis conforme au titre de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, de décision relative ou non d'une évaluation environnementale pour la modification n°3 du PLU de Chassenon,

Vu la proposition de la Mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle Aquitaine en date du 31 juillet 2024, de dispenser d'évaluation environnementale la modification n°3 du PLU de Chassenon par l'avis conforme N° MRAe 2024ACNA79,

Vu les articles R.104-33 à R104-37 du Code l'urbanisme,

Considérant la proposition de la Mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle Aquitaine de dispenser la modification n°3 du PLU de Chassenon, d'évaluation environnementale,

Considérant qu'il convient de confirmer la proposition de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale relative à la dispense d'évaluation environnementale pour la modification n°3 du PLU conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE** de ne pas réaliser d'évaluation environnementale pour la modification n°3 du PLU de Chassenon
- **DIT** qu'en application des articles R.143-15 et R.153-20 du Code de l'urbanisme, la délibération :
 - sera affichée pendant un mois en Mairie ;
 - sera publiée au recueil des actes administratifs.
- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Voix pour	71	Voix contre		Abstentions	
-----------	----	-------------	--	-------------	--

Pour Extrait Conforme

Le 19 septembre 2024

Le Président,
Benoit SAVY

